



**CTSD Val de Marne  
31 mars 2020**

## **Déclaration CGT éduc'action**

### **Une crise sanitaire majeure gérée par le BDE d'une école de commerce ...**

Nous voici donc confrontés à une crise sanitaire majeure, qui impacte de manière massive l'économie du pays et la vie quotidienne de toute la population. De nombreux malades sont à déplorer, de nombreuses familles sont d'ores et déjà endeuillées, alors que l'épidémie de coronavirus est toujours sur une phase ascendante. Devant un tel désastre, la CGT ne peut s'empêcher de repenser avec colère à la gestion calamiteuse de cette crise, mais aussi à toutes les grèves et aux kilomètres de manifestations qu'elle a faits pour défendre les services publics et notamment le secteur hospitalier, en grève depuis plus d'un an. Le gouvernement, sourd à nos revendications a même trouvé le moyen de faire charger les personnels soignants par les CRS, à coups de matraques et de gaz lacrymogènes. Aujourd'hui, comment ne pas être pris de nausées quand on voit ce même gouvernement applaudir hypocritement nos soignant.e.s « héroïques » le soir à 20 heures après avoir laminé l'hôpital ? Aujourd'hui, les mêmes nous disent que « personne n'était en capacité de prévoir une telle crise ». Mais de qui se moque-t-on ? Nous ne nous lancerons pas ici dans la description d'un marasme que tout le monde connaît, on se contentera juste d'une image qui résume tout, celle de cette infirmière qui se découpait hier une combinaison de fortune à partir d'un sac poubelle qu'elle avait enfilé pour se le nouer autour de la taille afin de se protéger, de même que ses patients. En mars 2020. Dans la sixième puissance mondiale. Aujourd'hui, notre rage est incommensurable. Il n'y aura ni oubli, ni pardon. Nous nous souviendrons de tout cela au moment de régler les comptes.

### **Un mépris de classe déguisé en « union sacrée » :**

Au plus fort de cette crise, et alors que de les principaux responsables et autres éditorialistes essayent de minimiser la réalité comme ils peuvent en se propulsant déjà dans un hypothétique « après », la CGT se préoccupe avant tout du « pendant », au côté des salariés qui sont aujourd'hui en première ligne pour faire tourner le pays. Alors que le patronat, la grande bourgeoisie et autres start-uppers sont calfeutrés dans leur résidence secondaire ou leur appartement cossu, les « derniers de cordée » prennent actuellement tous les risques pour assurer les tâches essentielles, bien souvent sans protection et dans des conditions de travail effroyables (soignants, égoutiers, cheminots, éboueurs, assistantes maternelles, ouvriers, caissières, conducteurs de bus, électriciens-gaziers, fonctionnaires territoriaux, manutentionnaires, etc.) Nous déplorons d'ores et déjà le décès de plusieurs salariés et militants syndicaux. D'autres sont dans un état grave.

D'autres encore sont en train de s'épuiser au travail. On constate aussi avec beaucoup d'amertume que tous les salariés mobilisés en décembre et janvier dans les manifestations pour défendre leurs retraites et dont on a fustigé si souvent les régimes spéciaux et autres prétendus « privilèges » sont comme par hasard ceux qui se retrouvent aujourd'hui en première ligne pour affronter cette crise, à commencer par les femmes. Pour la CGT, hors de question de laisser passer quoi que ce soit, ni les atteintes répétées aux libertés publiques, notamment dans les quartiers populaires, ni le démantèlement scandaleux du code du travail, ni les obligations de faire travailler les salariés de force y compris dans des secteurs non essentiels pour que les actionnaires continuent à empocher des dividendes. Certains esprits mal tournés nous fondent littéralement dessus, en reprochant à la CGT de comporter de façon « irresponsable » pour avoir déposé des préavis de grève alors que des gens meurent... Mais les salarié.e.s ne sont-ils pas des gens ? Et ne meurent-ils pas, eux aussi ? Cette crise sanitaire démontre s'il en était besoin qu'il n'y a pas d'union sacrée. Il n'y a, encore et toujours, qu'une lutte des classes, et celle-ci est plus violente que jamais. Tant que la crise de l'hôpital ne touchait que les pauvres, ce n'était pas bien grave pour les classes dirigeantes néolibérales. Depuis qu'un virus microscopique a mis toute notre économie à terre, on voit surgir d'un peu partout, et comme par hasard, des milliards d'argent magique. Comment ne pas être révoltés de constater cela, alors que le salaire mensuel d'une infirmière ou d'une caissière de supermarché avoisine les 1500 euros et que les cinq premières fortunes de France correspondent à deux fois le budget de l'hôpital public ? Décidément, l'indécence des riches n'a pas de limite. En attendant, aucun discours paternaliste ne pourra nous faire taire et nous resterons, comme toujours, aux côtés des plus exploités et des plus précaires. Et ne parlons même pas de ceux qui sont assez cyniques pour continuer les prélèvements sur salaire suite aux grèves de décembre, sur des personnels qui sont en train de mettre leur santé, voire leur vie en jeu pour essayer de faire face à la crise, y compris dans l'éducation nationale.

### **« On est prêts » (Jean-Michel Blanquer, le 13 mars 2020)**

Dans les collèges du Val de Marne et dès le premier jour de la grande aventure du confinement pédagogique, on était donc « prêts ». On était d'ailleurs tellement prêts que la veille encore, Jean-Michel Blanquer ne jugeait même pas utile de fermer les écoles. Sans surprise, les personnels ont très vite réalisé que rien du tout n'était prêt, en dépit des effets de manche démultipliés de notre ministre hyperactif. Voilà comment nous nous sommes tous retrouvés en situation de devoir évacuer les lieux à toute vitesse, en laissant plusieurs affaires sur place, sans avoir pu revoir nos élèves, sans avoir pu distribuer de matériel, sans avoir pu leur expliquer quoi que ce soit sur un enseignement à distance dont les contours restent toujours à définir à l'heure qu'il est. Le vendredi 13, de nombreux établissements n'ont pas été en capacité d'organiser des réunions plénières dans la précipitation. Sans surprise, le « tout est prêt » s'est donc transformé en une gigantesque foire à la débrouille, qui s'est traduite par une charge de travail énorme pour les personnels, livrés à eux-mêmes pour tout organiser, tout en assumant, pour beaucoup, la garde et la scolarisation de leurs propres enfants, sur fond de serveurs institutionnels qui ont vite fait la preuve de leurs défaillances quand tout le monde a commencé à se connecter dessus en même temps. Si l'école continue à exister à distance, c'est uniquement grâce à l'investissement énorme et à la créativité constante des personnels de terrain, qui sont en train de faire le maximum pour essayer d'assurer la continuité du service public.

Dans le premier degré, les volontaires ne manquent pas pour accueillir volontiers les enfants de soignants, tout en gérant leur classe et leurs propres enfants pour beaucoup d'entre eux, mais sans aucune prime et donc à titre bénévole pour ce double travail, ce qui est intolérable ! Comble du comble les collègues concernés apprennent désormais qu'ils devront accueillir aussi les enfants de pompiers, de policiers et de gendarmes, et toujours sans la moindre contrepartie. Toujours rien sur les conditions d'accueil de ces personnels et de ces enfants dans les écoles. Nous reposons donc à nouveau nos questions : où est le matériel ? Où sont les masques ? Quelles solutions sont prévues pour recevoir les élèves par petits groupes ? Où sont les gants, les produits d'hygiène, les gels hydro-alcooliques ?

La CGT éducation a contacté la plupart des collèges du Val de Marne pour avoir une vue d'ensemble de la situation. Bien sûr, les choses varient d'un collège à l'autre mais plusieurs constantes sont à noter :

- Mise en place très rapide d'une « salle des profs virtuelle » dans beaucoup d'établissements, sous forme de messagerie. La plupart du temps, ce dispositif existait déjà. Nombreux contacts avec les familles (sans attendre les injonctions du ministre).
- La plupart d'entre nous ont eu le sentiment de redevenir des débutants car nous avons dû repenser tous nos gestes professionnels en fonction de cette situation nouvelle, ce qui nous a pris un temps infini. Des modalités d'organisation diverses, non pas hors-sol mais adaptées au terrain, se sont mises en place tant bien que mal. (Et sans le ministre)
- A l'issue de la première semaine, beaucoup de collèges se sont réorganisés pour remédier à certains écueils survenus ici et là : (multiplication des plates-formes, difficultés pour doser de la charge de travail). Le recours à une plate-forme unique s'est alors imposé (padlet, pronote etc). La plupart des collèges font un usage massif de l'ENT du collège. (Et continuent à vivre leur vie sans le ministre)
- La classe virtuelle est très diversement utilisée. Cela va de « pas du tout » à « tout le temps », en fonction des collègues, des matières et des établissements. Dans les collèges les plus défavorisés, (REP, REP +, mais aussi en SEGPA et en PREPA PRO) les collègues ont perçu très rapidement toutes les limites de cet outil, avec un très faible nombre d'élèves connectés. Pour la plupart des collègues, pas questions d'aborder des notions nouvelles, au risque de laisser la moitié de la classe (voire plus) sur le bord de la route. Il faut également tenir compte de la situation de nombreux enseignants, qui se sont retrouvés confinés du jour au lendemain sans matériel informatique adéquat : ordinateur vétuste, inexistant ou en maintenance, connexion défectueuse, ce qui les a plongés très vite dans des difficultés insurmontables. (Avec lesquelles ils jonglent comme ils peuvent, et toujours sans le ministre)

- Au-delà des enseignants.e.s, les chefs d'établissements et les vies scolaires font actuellement tout leur possible aussi pour essayer de garder le contact avec les élèves mais on voit bien qu'on est en train d'en perdre plusieurs de vue, notamment au sein des familles les plus défavorisées, confrontées à des problématiques de survie au quotidien. De toute évidence, ces familles ont bien d'autres problèmes à gérer que les devoirs (et bien autre chose à faire que d'écouter les interviews de du ministre).
- De l'avis général, il est désormais démontré que le numérique n'est guère qu'un outil, qui peut nous rendre bien des services, mais qui ne remplacera jamais une véritable école publique avec des vrais fonctionnaires qualifiés et en nombre suffisant. Par ailleurs, on peut s'inquiéter de l'offensive grandissante d'entreprises privées qui sont en train de profiter de ce confinement pour se servir de nos élèves comme autant de cibles marketing, quand cette dérive n'est pas ouvertement assumée par l'institution, à l'image du CNED, dont la classe virtuelle utilise les services de blackboard. Toutes ces dérives sont intolérables. L'école publique n'a pas à être la vache à lait des multinationales de l'edtech (dont raffole pourtant notre ministre).
- De manière générale, les collègues s'accordent à dire que l'évaluation à distance est une mission impossible car elle génère trop d'inégalités. Les travaux de nos élèves (lorsqu'ils arrivent) sont souvent évalués de manière indicative (note par lettre, coefficient zéro, appréciation, etc.) Les collègues considèrent surtout que les activités servent à maintenir un lien avec les élèves mais qu'il serait bien difficile de faire plus. Rappelons que dans de nombreuses matières, l'enseignement à distance est tout simplement impossible. Il n'est pas envisageable non plus d'aborder des notions nouvelles, parfois complexes par le biais du télétravail, au risque de voir se creuser les inégalités. Faute de directives claires sur la question de l'évaluation, tout le monde en est pour l'instant réduit à piloter aux instruments (et toujours sans ministre).
- Une attention très particulière est portée sur les familles les plus défavorisées, qui sont en train de payer le confinement au prix fort, dans tous les compartiments du jeu. Tout le monde n'ayant pas la chance de vivre dans un pavillon avec jardin, avec une chambre par enfant, un équipement informatique opérationnel, des livres à la maison et des parents disponibles, de très nombreuses situations nous alertent au plus haut point : familles confinées en situation de mal logement, parents qui travaillent (voir paragraphe 2) élèves les plus grands qui gardent les plus petits, équipement informatique réduit à un unique smartphone qui sert de « couteau suisse » à toute la famille (situation très répandue), difficultés sociales multiples (maladies, maltraitance, précarité financière, etc). sans parler des élèves dont le seul repas équilibré de la journée était jusqu'ici celui de la cantine ... sauf que maintenant il n'y a plus de cantine. En ces temps troublés, les assistantes sociales et les personnels de santé sont aussi sur le pont et font un travail considérable pour essayer de démêler les situations les plus préoccupantes. Avec l'allongement du confinement, tout cela continuera à s'aggraver (entre deux interviews de notre ministre).

## **Le ministre inversé...**

La période est également marquée par une overdose de Jean-Michel Blanquer. On tombe sur le ministre quand on allume la télévision, on retombe sur le ministre quand on change de chaîne. Quand on éteint la télé pour allumer la radio, on retombe encore sur le ministre. Et quand on finit par tout éteindre pour ouvrir notre boîte mail, on se retrouve encore avec des messages et des vidéos de notre ministre. Les personnels se sentent harcelés par cette communication incessante. Ils sont assommés de messages contradictoires qui compliquent encore leur tâche et se demandent quand tout cela va enfin se calmer. A l'inverse, plusieurs d'entre eux s'étonnent du silence de leurs IPR. Beaucoup ont le sentiment d'être livrés à eux-mêmes face aux difficultés. Enfin, last but not least, ne parlons même pas de l'envolée lyrique de Sibeth Ndiaye sur les fraises.

## **Préparation de la prochaine rentrée :**

Alors que le CTSD d'aujourd'hui est consacré à la question des postes, osons espérer que la crise actuelle de l'hôpital servira de leçon à nos dirigeants et à tous ceux qui se désintéressaient jusqu'ici de l'avenir des services publics. Si les coupes budgétaires dans les hôpitaux se payent cash, avec des cercueils qui s'accumulent aujourd'hui sous nos yeux horrifiés, la temporalité de l'école n'est pas la même : en effet, il faut près de 20 ans pour former, ou pour laminer un élève, selon le choix politique qui est fait. Les suppressions de moyens d'hier se payent déjà lourdement aujourd'hui. Celles d'aujourd'hui se paieront demain. Alors qu'on ne peut pas envisager raisonnablement un retour à la normale d'ici le mois de septembre, et au terme d'une année extrêmement chaotique pour tout notre système éducatif, la rentrée prochaine sera particulière. Et il serait impensable de la préparer en faisant abstraction des conséquences de la crise actuelle, à plus forte raison en supprimant 19 ETP pour accueillir 581 élèves de plus ! En six mois, beaucoup d'élèves verront s'accroître leurs difficultés, de nombreuses lacunes se seront accumulées, tout le monde connaîtra un retard scolaire. En lycée professionnel, les apprentissages seront très fortement impactés. Le DNB, le bac et l'orientation seront lourdement perturbés. Cela justifie plus que jamais un investissement massif et durable dans notre système éducatif qui n'en finit pas, lui non plus, de se dégrader, comme l'hôpital et bien d'autres services publics.

Nous osons espérer aussi, même si nous n'en sommes pas sûrs, que le prochain CTSD se déroulera en présentiel dans un contexte de recul de l'épidémie. On entend déjà la petite musique des capitalistes qui commencent à nous dire que « tout le monde » devra faire un effort pour relever le pays. Tout le monde ? Non. Les riches seulement car les pauvres auront bien assez donné comme ça. Pas question que cette crise serve de prétexte pour déboucher sur des années de rigueur budgétaire et de laminage de tous nos droits sociaux. Non seulement la CGT y veillera mais elle est déjà entièrement mobilisée dans ce sens. Pendant l'épidémie, la lutte continue. Les responsables de cette catastrophe devront payer, aussi bien financièrement que juridiquement. A plus long terme, nous devons impérativement déboucher sur une redistribution des cartes, sur des choix politiques et sociaux plus justes, plus égalitaires, plus respectueux de l'environnement, des libertés, de la démocratie et des citoyens. C'est ce que l'écrasante majorité des français.e.s attend. A chaque jour de confinement qui passe, notre colère grandit. Alors autant prévenir tout de suite : la sortie de crise sera terrible. Surtout pour le gouvernement et la classe dominante.